



DB/YC

ARRETE
AUTORISANT LA POURSUITE DE
L'ACTIVITE du BAR-
DISCOTHEQUE « 38 CAFE »
SIS 38 BLS DE LA GRANDIERE
A 17200 ROYAN

ASG n° 09.0125

Le Député-Maire de la Ville de Royan,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2,

VU l'arrêté municipal n° ASG 08.0311 en date du 25 mars 2008, portant délégation de fonctions et de signature en faveur de Monsieur BESSON Didier, Adjoint au Maire, pour les commissions départementales, d'arrondissement et communales en matière de sécurité incendie dans les établissements recevant du public, déposé en Sous-Préfecture de Rochefort le 31 mars 2008,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles R 123-27 et R 123-52

VU le Décret n° 95-260 du 8 Mars 1995 relatif à la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité modifié par le Décret n° 97-645 du 31 mai 1997,

VU l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique,

VU l'arrêté préfectoral n° 2995 du 4 octobre 2001 portant composition des commissions communales pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur

VU l'avis favorable à la poursuite de l'activité DU Bar Discothèque « 38 CAFE » émis par la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 3 février 2009 dont une copie du procès-verbal est jointe en annexe,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La poursuite de l'activité du Bar-Discothèque « 38 CAFE.» sis 38 Bld de la Grandière à 17200 ROYAN, établissement de type N-L - 5^{ème} catégorie, est autorisée.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours. L'exploitant qui désire contester la présente décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification du présent arrêté ; il peut également saisir d'un recours gracieux le Maire, auteur de la décision en tant qu'autorité de police chargé de veiller au respect des mesures de protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements implanté dans sa Commune.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire de Police et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 16 février 2009

Fait à Royan, le 12 février 2009
Pour le Député-Maire,
L'Adjoint délégué,
Didier BESSON

PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Commission Communale pour la sécurité contre les risques d'incendie
et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
(article R 123-35 du Code de la Construction et de l'Habitation)

Date : Mardi 3 Février 2009

Type de la visite : Visite sur la demande de la Sous-Préfecture de Rochefort

Etablissement : BAR DISCOTHEQUE "38 CAFE"

Référence ERP : E306.0584

Adresse détaillée : Bld de la Grandière
17205 Royan tel : 05.46.05.67.81

Propriétaire : Mr. et Mme COUNIL Exploitant : Idem

DESCRIPTION SOMMAIRE :

L'établissement est situé au rez-de-chaussée d'un bâtiment d'habitation à R+2 où se trouve le logement de l'exploitant.

Au R+1 se trouve un ancien appartement transformé en réserve, non accessible au public.

Au rez-de-chaussée on trouve un hall (9 m²), un ancien bar d'été transformé en réserve à droite (24 m²), un bar avec piste de danse (33m²) et deux terrasses extérieures.

Derrière l'établissement se trouve une cour fermée où sont stockées des bouteilles de gaz pour le chauffage les terrasses.

Une chaudière gaz destinée à un local professionnel est accolée au bâtiment, la conduite traverse l'établissement.

Travaux réalisés : un local bar supprimé et le bar fermé transformé en piste de danse.

CALCUL DE L'EFFECTIF ET CLASSEMENT

EFFECTIF : 80

Public : 76

Personnel : 4

TYPE: N
P

CATEGORIE: 5

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Permis de construire :

Autorisation d'ouverture au public :

Date de la dernière visite de la commission : 15/02/07

Autorisation de travaux depuis l'ouverture :

RAPPORT DE VISITE

DOCUMENTS PRESENTES

VERIFICATIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES (GE 6 à GE9)						
OBJET	NA	Date vérification	Vérificateur (O.A./T.C.)	Avis		Observations
				FAV	DEF	
Documents						
Attestation solidité						
Consignes Sécurité (MS47)		03/02/09	CS	X		
Plan établissement (MS 41-PE 35)		03/02/09	CS		X	
Plan étage (PE 35)						
Plan chambre (O 24-PE 33-35)						
Affichage (GE 5)		03/02/09	CS		X	
Registre de Sécurité (R123-51 CCH & PE 33)		03/02/09	CS			
PV vérifications						
Installation EL / EC (EL19 ;EC 14 ;15)		15/01/07	EURL Crespo Thierry			
<i>Réserves EL levées</i>						
Installation Chauffage (CH 57-58)						
Installation Gaz (GZ 30)					X	
<i>Réserves GZ levées</i>						
Triennale SSI cat A						
Alarme / SSI						
Appareils de cuisson (GC 19)						
Extincteurs / RIA (MS 72)		23/01/09	Sud Ouest Feu	X		2 extincteurs
Désenfumage (DF7 8)						
Sprinkler (MS 72)						
Ascenseurs (AS 9- 10)						
<i>Réserves AS levées</i>						
Hydrant (MS 72)		- 50 m	CS	X		
Contrats d'entretien						
Portes automatiques (CO 48)						
SSI cat A et B						
Portes CF Réserves (M 49)						
Formations						
Exercices évacuation (MS 67 – PE 27)						
Formation SSI (MS 57)						
Formation Moyens secours (MS 48)						
Remarques :						

CONTROLE DE LA PRISE EN COMPTE DES MESURES DEMANDEES LORS DES VISITES PRECEDENTES :

Un bloc porte coupe-feu ½ Heure a été installé dans l'escalier pour l'accès à l'appartement du rez-de-chaussée +2.

RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES:

Essai de l'alarme, RAS
Eclairage d'évacuation, RAS

ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE :

ANALYSE DU RISQUE

L'établissement présente quelques problèmes de suivi des installations réglementaires, néanmoins l'espace clos très limité et largement ouvert sur l'extérieur le rend facile à évacuer.

AVIS DE LA COMMISSION

A l'issue de la visite de ce jour, la Commission Communale pour la sécurité contre l'incendie et les risques de panique dans les établissements recevant du public émet un :

AVIS Favorable avec prescriptions à la poursuite de l'activité de l'établissement

Etaient Présents :

PRESIDENT : Mr. BESSON Didier

D.D.S.P. ou Gendarmerie : Mr. GALLOT-LAVALLEE

D.D.E. : Mr. MEUNIER

D.D.S.I.S. : Major BULOT

ASSISTAIENT EGALEMENT

Personnes qualifiées à titre consultatif

POUR L'ETABLISSEMENT

(propriétaire, exploitant, architecte, Bureau d'étude, bureau de contrôle, entreprise, ...)

Mr. COUNIL Sébastien

DEMANDE LA REALISATION DES PRESCRIPTIONS SUIVANTES :

- 1) Fournir un rapport de vérification des installations électriques avec les références réglementaires (Art. PE 4 ; EL 19)
- 2) Procéder à l'affichage réglementaire et du plan de l'établissement (Art. GE 5 ; PE 35)
- 3) Isoler les réserves avec des murs, plafonds et plancher coupe-feu 1 Heure et un bloc-porte coupe-feu 1/2 Heure muni d'un ferme-porte (Art. PE 9)
- 4) Faire vérifier l'installation gaz traversant l'établissement avec essai sous pression et recherche de fuite (Art. PE 4 ; GZ 30)
- 5) La demande faite par la DDE en 2007 est maintenue

RAPPELLE LA REGLEMENTATION SUIVANTE (PRESCRIPTIONS PERMANENTES):

1/ article R 123-51 du code de la construction et de l'habitat :

« Dans les établissements soumis aux prescriptions du présent chapitre, il doit être tenu un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et, en particulier :

- *l'état du personnel chargé du service d'incendie ;*
- *les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie ;*
- *les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;*
- *les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux. »*

2/ La commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R.123-3 du code de la construction et de l'habitat de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes, le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégageant pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R.123-43 du même code.

Rappel de l'article R 123-43 du code de la construction et de l'habitation :

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur ou des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

3/ Laisser libre en permanence les dégagements et les sorties de secours (CO 35/45)

4/ Maintenir en bon état de fonctionnement les installations électriques, techniques et les moyens de secours (GE6).

Conformément à l'article R 123-49 du Code de la Construction et de l'Habitation, ce procès-verbal sera notifié par le maire à l'exploitant soit par la voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Président de la Commission

